

Pierre Trudeau quitte la direction du Parti libéral du Canada

“Après 12 ans ou presque à la tête du Parti libéral, je démissionne de mon poste et je demande au bureau de direction national du Parti libéral de convoquer pour le mois de mars une convention afin de choisir un nouveau chef...” C’est en ces termes que M. Pierre Elliott Trudeau a annoncé sa démission à la Presse, le 21 novembre. M. Trudeau a poursuivi: “Il faudra un effort long et soutenu pour bâtir la sorte de Canada que la plupart d’entre nous souhaitons... Je sens qu’il est temps pour un nouveau chef de prendre la relève”.

Dans la capitale nationale, la nouvelle a été accueillie avec consternation. En effet, si les observateurs de la vie politique canadienne prévoyaient le départ de M. Trudeau, tous ont été surpris par la soudaineté avec laquelle il a annoncé sa décision.

Le jour même à la Chambre des communes, une motion présentée par le premier ministre “que la Chambre exprime sa gratitude au chef de l’Opposition pour les services qu’il a rendus aux Communes, à son parti, à son pays, que la Chambre exprime l’espoir que le député de Mont-Royal continue à mettre ses talents exceptionnels au service du Parlement et du Canada” a été adoptée à l’unanimité et tous les députés, debout, ont rendu un vibrant hommage à M. Trudeau en applaudissant longuement.

Le chef du Parti néo-démocrate, M. Ed Broadbent, a rendu hommage à M. Trudeau en soulignant sa grande contribution à la politique canadienne par “son engagement passionné” à donner aux Canadiens français le sentiment d’être chez eux partout au Canada. M. Fabien Roy, chef du Parti du crédit social, a affirmé que M. Trudeau avait su lutter pour ses convictions avec loyauté, franchise, détermination et dignité.

Deux amis de longue date de Pierre Trudeau, les deux autres “colombes” qui entrèrent en même temps que lui en politique fédérale, ont aussi fait connaître leur sentiment. M. Gérard Pelletier, à présent ambassadeur du Canada en France, a déploré la décision de M. Trudeau, mais il estime “que son rôle politique est loin d’être terminé”. De son côté, le sénateur Jean Marchand a déclaré: “Je pense que M. Trudeau a réussi à poser à l’ensemble du Canada le vrai problème canadien, la coexistence dans la justice de toutes les



M. Pierre Elliott Trudeau

parties du Canada et en particulier chez les francophones”.

Pourquoi? Pourquoi maintenant?

Plusieurs raisons ont été mises de l’avant par les journalistes pour expliquer le départ de M. Trudeau. Selon M. Michel Vastel du *Devoir*, M. Trudeau “s’est convaincu peu à peu qu’il lui faudrait quitter le parti, au plus tard après le référendum. Il a jugé qu’il était dans l’intérêt de son

parti de régler cette question immédiatement. D’autant que...sa performance dans la campagne référendaire sera encore plus marquée, maintenant qu’il n’a plus d’intérêts personnels ni de parti à défendre”. M. Vastel reconnaît cependant qu’il n’y a pas un mais plusieurs facteurs qui ont poussé M. Trudeau à prendre cette décision.

Les députés libéraux du Québec pensent aussi, malgré leur tristesse, que M. Trudeau aura ainsi une action plus efficace durant le référendum. C’est ce qu’a déclaré, entre autres, M. Jean Chrétien, ancien ministre dans le cabinet Trudeau.

Qui succédera à M. Trudeau?

Interrogé pour savoir s’il pensait poser sa candidature au poste de chef du parti, M. Chrétien a répondu qu’il n’était pas particulièrement intéressé. Un autre candidat possible, M. Jean-Luc Pépin, député d’Ottawa-Carleton et ancien coprésident de la Commission sur l’Unité nationale, a rejeté l’idée en disant qu’il était “un partisan presque fanatique” de l’idée d’alternance, tradition du Parti libéral qui veut qu’un chef anglophone succède à un francophone, et inversement.

Un autre nom parmi les successeurs possibles est celui de M. John Turner, ancien ministre dans le cabinet Trudeau et qui avait démissionné pour retourner à la vie privée. M. Turner avait présenté sa candidature en 1968 en même temps que



M. Pierre Elliott Trudeau lors du congrès au leadership de 1968.